

Le Télégramme

Publié le 08 décembre 2020 à 16h32 Modifié le 08 décembre 2020 à 20h05

Joël Labbé, porte-parole du groupe écologiste au sénat : « Je suis plus combatif que jamais ! »

En croisade contre les pesticides, le sénateur Joël Labbé a perdu la bataille des néonicotinoïdes mais pas la guerre. Pas le dernier quand il s'agit de sulfater, l'écolo rêve de voter Taubira à la présidentielle 2022.



Le sénateur morbihannais Joël Labbé ne sait pas encore s'il sera candidat 2023. « Tant que j'aurai la santé et l'énergie, je veux rester utile : dans le monde politique ou en périphérie. Là, je ne suis pas en situation de me mettre en roue libre pour finir un mandat », dit-il. (Le Télégramme/Arnaud Morvan)

Sur le front des néonicotinoïdes, vous avez perdu une bataille ou la guerre ?

Pour moi qui suis un combattant, la bataille est permanente. Réautoriser les néonicotinoïdes pour les betteraves sucrières n'est pas un bon signe. Mais ce n'est peut-être pas tout à fait perdu. Je fais partie de ceux qui ont signé le recours devant le conseil constitutionnel. Si celui-ci joue véritablement son rôle, le texte sera rejeté. Car dans la loi de biodiversité est inscrit le principe de non-régression du droit de l'environnement. Et là, la régression est évidente ! En ce moment, le plan de relance le confirme : on repart sur des idées de croissance, de

compétitivité, de productivité. Ce modèle ne me convient évidemment pas du tout ! Je suis d'autant plus mobilisé pour proposer une alternative.

Vous avez justement proposé en novembre à Julien Denormandie d'être sénateur en mission pour le changement d'échelle de l'agriculture bio...

Sur le plateau TV de LCP, le ministre de l'Agriculture a voulu m'expliquer que les écologistes étaient dans la rhétorique du « Ya ka faut qu'on ». Parce qu'on n'est pas d'accord avec le modèle dominant, on devrait être ramené au rang d'Amish ? Je ne suis pas d'accord ! Je lui ai proposé qu'il me missionne sur l'agriculture bio avec la députée LREM Sandrine Le Feu (29). S'il nous donne six mois pour travailler sur son développement, on aura des propositions bien concrètes à faire. J'attends de ses nouvelles.

Parce qu'on n'est pas d'accord avec le modèle dominant, on devrait être ramené au rang d'Amish? Je ne suis pas d'accord!

Vous avez une idée des mesures à diligenter en priorité ?

Il faut faire gaffe aux questions de rupture. On ne peut pas décréter qu'on ne mettra plus de pesticides d'ici un an. En revanche, je crois à l'action locale. Ce que je demanderais, c'est un vaste plan de soutien aux projets alimentaires territoriaux (PAT). Ces projets facultatifs devraient être obligatoires. Il ne s'agit pas d'être jusqu'au-boutiste en disant qu'on ne va pas exporter ou que tout doit venir du local. Mais il est clair que consommer en proximité encourage la qualité et accélère la transition agricole.

À lire surjet L'exemple du PAT en pays de Loudéac

L'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) vient de retenir votre motion visant à généraliser les alternatives aux pesticides de synthèse...

En lien avec l'association Noë Biodiversité, j'ai défendu cette idée à Marseille en 2019, lors du congrès mondial de l'UICN, dont je suis devenu membre. C'est une première qu'un parlementaire français fasse ainsi passer une recommandation au sein de cette instance. Ça reste du déclaratif, mais ces recommandations devront désormais être intégrées aux futurs traités.

Le projet d'hôtel de luxe du groupe Giboire, sur l'Île de Berder, c'est un projet typique du monde d'avant!

Quelle est votre position sur le projet d'hôtel de luxe du groupe Giboire, sur l'Île de Berder ?

Pour moi, c'est une erreur monumentale que les collectivités publiques ne s'y soient pas intéressées. J'espère que le projet ne pourra pas voir le jour. C'est un projet typique du monde d'avant : un projet privé, marqué par un libéralisme exacerbé avec un bâti écolo pour se faire une vitrine verte. Plus que de grand tourisme friqué, nous avons besoin de tourisme social !

À lire sur le sujet Michel Giboire : « Il faut être fou pour tenter de faire quelque chose à Larmor-Baden »

«Dépenser autant d'argent au carrefour du Liziec pour un projet à l'horizon 2037, c'est aller contre le sens de l'histoire».

Que pensez-vous des scénarios de refonte du carrefour du Liziec, envisagés à l'horizon 2037 ?

Il y a quelque chose à faire pour décongestionner la circulation mais quelque chose de minimaliste. Dépenser autant d'argent (les scénarios oscillent de 43,60 M€ à 58,10 M€) pour un projet à l'horizon 2037, c'est aller contre le sens de l'histoire. L'usage de l'automobile individuelle est remis en question.

Ce deuxième mandat de sénateur sera-t-il le dernier ?

En 2023, je ne sais pas ce que je ferai. J'aurai 71 ans... Tant que j'aurai la santé et l'énergie, je veux rester utile : dans le monde politique ou en périphérie. Là, je ne suis pas en situation de me mettre en roue libre pour finir un mandat. Je suis même là plus combatif que jamais !

Êtes-vous pour la désignation d'un candidat écologiste à la présidentielle de 2022 ou pour l'alliance avec la gauche ?

Je suis écologiste revendiqué mais ne suis plus à EELV. Les stratégies politiques à l'ancienne, je n'y crois plus. Ce qui se prépare, tel qu'on est là, c'est un deuxième tour Macron-Le Pen. Pour moi, il y a nécessité d'une 3e voie, portant des valeurs de gauche humanistes, écologistes évidemment. Je souhaiterais rapidement une sorte de fédération autour de ces principes. On n'a pas le droit de se planter. Après, on est toujours en Ve République. Il y a un personnage qui compte, c'est le candidat. Mais je suis favorable à ce qu'avant le 1er tour, on sache qui composera le gouvernement du candidat. Dans cette stratégie, les écologistes doivent être placés. Ils sont incontournables. Mais pour bâtir un projet de société, fédérateur et qui parle aux gens, il ne faut pas se limiter au parti écologiste.

Selon moi, quelqu'un comme Christiane Taubira pourrait avoir le bon profil pour la prochaine présidentielle

Et à qui pensez-vous alors pour briguer la présidence de la République ?

Selon moi, quelqu'un comme Christiane Taubira pourrait avoir le bon profil... si du moins elle est partante. Je dois l'appeler pour lui en parler. Je l'ai côtoyé quand elle était Garde des Sceaux et j'ai pu apprécier la grandeur de cette personne. Elle a des qualités d'écoute, d'analyse... Dans ce scénario, Yannick Jadot ou le maire de Grenoble Éric Piolle, seraient légitimes comme Premier ministre (*). Une chose est sûre : on aura besoin de fortes personnalités. Et de gens de la société civile. Bien sûr, je suis en politique-fiction complète ; je parle en mon nom propre. Mais c'est l'avantage de la liberté : je n'ai pas besoin de consulter un groupe pour m'exprimer.



Selo

n le sénateur Joël Labbé, qui s'érige contre l'article 24 de la loi Sécurité globale, « on assiste à une grave dérive sécuritaire qui au lieu d'apporter des solutions exacerbe les tensions ». (ci-dessus, photo de heurts lors de la manifestation du 5 décembre, à Paris). (AFP)

Et quelle est votre position par rapport à la loi Sécurité globale et son article 24 polémique ?

Cet article 24 doit être supprimé ! On assiste à une grave dérive sécuritaire qui au lieu d'apporter des solutions exacerbe les tensions. Ce n'est pas comme cela que l'on avancera vers la nécessaire réconciliation entre la police et les citoyens.

La liberté de la presse doit être absolument préservée ; les libertés individuelles fondamentales aussi ! La possibilité de l'usage de drones pour surveiller les manifestations est une atteinte grave au respect de la vie privée.

Oui, les policiers doivent être protégés dans leur intégrité physique et psychique, mais l'arsenal législatif actuel le permet à condition d'y mettre les moyens.

Protéger les policiers tout en préservant la liberté de la presse, c'est un enjeu de réconciliation souhaitée par beaucoup de policiers qui souffrent en silence, tout comme par une grande majorité des citoyens. Je m'opposerai avec force à cette loi telle qu'elle est écrite.

Sa bio

1952

Naissance à Saint-Nolff

1977

Entrée au conseil municipal de Saint-Nolff

1995-2014

Maire de Saint-Nolff

2008-2011

Conseiller général du canton d'Elven

2011

Elu aux sénatoriales

2014

Loi « Labbé » encadrant l'utilisation des produits phytosanitaires

2016

Il quitte EELV

2017

Est réélu sénateur à la tête de la liste (divers gauche) « Morbihan en transition »

2020

L'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) retient sa motion visant à généraliser les alternatives aux pesticides de synthèse.